SEANCE PLENIERE
MARDI 21 SEPTEMBRE 1993

APRES-MIDI

PRESIDENCE
DE
M. **NOTHOMB**

La séance est ouverte à 14.33 h.

PLENAIRE VERGADERING
DINSDAG 21 SEPTEMBER 1993

NAMIDDAG

VOORZITTER :

De heer **NOTHOMB**

De vergadering wordt geopend om 14.33 u.

De **voorzitter** : De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

BERICHTEN VAN VERHINDERING

EXCUSES

de leden / les membres

Sauwens, wegens ambtsplicht / pour obligations de mandat ;

Van der Biest, Flamant, wegens ziekte / pour raisons de santé ;

Poncelet, Neyts-Uyttebroeck, Platteau, buitenlands / à l'étranger ;

de leden van de federale regering / les membres du gouvernement fédéral :

Urbain, Wathelet, Derycke, Bourgeois.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

ORDRE DES TRAVAUX

De **voorzitter** : In onze resolutie van 11 maart 1993 hebben wij gevraagd wat volgt : „De regering zal de derde dinsdag van september voor de Kamer een algemene verklaring over de krachtlijnen van haar algemeen beleid afleggen.

Le gouvernement présentera devant la Chambre, le troisième mardi de septembre, une déclaration générale dans laquelle il exposera les grandes lignes de sa politique générale. La discussion de cette déclaration aura lieu le jeudi suivant et se clôturera par un vote si une motion a été déposée.„

Dans l'ordre du jour qui vous a été envoyé, et sur lequel la Chambre doit se prononcer, nous avons prévu la déclaration aujourd'hui et la discussion demain. Je soumets ce projet d'ordre du jour à l'approbation de la Chambre.

La parole est à M. Eerdekens.

M. **Eerdekens**, président du groupe PS : Monsieur le président, je souhaite vous faire part de l'embarras de notre groupe devant la méthode utilisée pour notre travail parlementaire. Comme vous l'avez lu, le texte de la résolution sur l'amélioration de notre travail prévoyait effectivement la communication du gouvernement sous forme de déclaration, ce 21 septembre, et une discussion le jeudi suivant, c'est-à-dire le 23. Ce calendrier a été confirmé en conférence des présidents, réunie la semaine dernière, le 14 septembre à 11 heures. Je tiens à vous lire ce qui figure dans le procès-verbal de cette réunion : "La conférence des présidents propose que la séance plénière entende la déclaration du gouvernement le mardi 21 et que la discussion ait lieu le jeudi. Cette décision est conforme à la résolution de la Chambre.„

Or, après cette décision, les uns et les autres ont été contactés par téléphone en vue de modifier la date qui avait été convenue. L'ensemble des membres de notre groupe ont fixé leur agenda en fonction, d'une part du texte de la résolution sur l'amélioration du travail parlementaire, d'autre part de la proposition de la conférence des présidents. Les modifications intervenues perturbent les dispositions prises par nos membres. Je tiens à vous dire, au nom de notre groupe, que nous constatons que cette façon de travailler ne va pas dans le sens de l'amélioration du travail parlementaire. Nous souhaitons que l'on s'en tienne dorénavant aux décisions adoptées par la conférence des présidents. Dans quelques semaines, nous entamerons une nouvelle session parlementaire. De grâce, ne travaillons plus dans la confusion des horaires.

Cette méthode énerve tout le monde et contrarie les activités de tout un

chacun. Je souhaitais faire ce rappel de façon expresse.

Le **président** : Monsieur le président, vous avez tout à fait raison de rappeler le texte de la résolution et celui de la conférence des présidents. Comme vous le savez très bien, après cette décision, malgré tous mes efforts de persuasion et à mon vif déplaisir, le Sénat a manifesté son intention de discuter la déclaration gouvernementale ce mercredi, au cas où nous laisserions ce jour libre. Vous auriez certainement été le premier à me reprocher d'avoir laissé la porte ouverte à cette erreur. C'est pourquoi, dans l'intérêt de la Chambre et après avoir consulté les chefs de groupe que j'ai pu atteindre, j'ai décidé de convoquer, pour demain après-midi, les membres de la Chambre en vue de la discussion de la déclaration du gouvernement. La Chambre a toujours le droit de modifier la proposition qui lui est faite.

Je soumets à votre approbation le projet d'ordre du jour qui vous a été envoyé : déclaration du gouvernement aujourd'hui et discussion demain, de 13h30 à environ 20 heures, conformément aux souhaits des uns et des autres.

Pas d'objection ? *(Non)*
Geen bezwaar ? *(Nee)*

L'ordre du jour est adopté.
De agenda is aangenomen.

MODIFICATIONS AU SEIN DES GROUPES POLITIQUES

WIJZIGINGEN BINNEN DE POLITIEKE FRACTIES

Voorzitters

Présidents

De **voorzitter** : De VU-fractie heeft mij de benoeming medegedeeld van de heer Herman Lauwers in hoedanigheid van fractievoorzitter.
Le groupe VU m'a informé de la nomination de M. Lauwers en qualité de président de groupe.

Le groupe CVP m'a informé de la nomination de M. Paul Tant en qualité de président de groupe.
De CVP-fractie heeft mij de benoeming medegedeeld van de heer Paul Tant in hoedanigheid van fractievoorzitter.

Ter kennisgeving
Pour information

Composition

Samenstelling

Le **président** : Par lettre du 15 septembre 1993, M. Candries me communique qu'il ne fait plus partie du groupe VU et qu'il siègera comme membre du groupe CVP.
Bij brief van 15 september 1993 deelt de heer Candries mij mee dat hij geen deel meer uitmaakt van de VU-fractie en dat hij als lid van de CVP-fractie zal zetelen.

M. Decorte me communique qu'il siège comme indépendant à partir du 1er septembre 1993.
De heer Decorte deelt mij mede dat hij als onafhankelijke zetelt vanaf 1 september 1993.

Par lettre du 15 septembre 1993, le président du groupe CVP de la Chambre m'informe que M. Candries fait désormais partie du groupe CVP de la Chambre.
Bij brief van 15 september 1993 deelt de voorzitter van de CVP-Kamerfractie mij mede dat de heer Candries voortaan tot de CVP-Kamerfractie behoort.

Pour information
Ter kennisgeving

COMMISSIONS

COMMISSIES

Samenstelling — Benoemingen door de Kamer

Composition — Nominations par la Chambre

Le **président** : Modification proposée par le groupe CVP Commission d'enquête parlementaire sur les commandes militaires :

Remplacer M. Van Hecke par M. Candries
Wijziging voorgesteld door de CVP-fractie. Parlementaire Onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar legeraankopen :

De heer Van Hecke vervangen door de heer Candries.

Dépôt de rapports

Ingediende verslagen

Le **président** : Les rapports suivants ont été déposés :

au nom de la commission de Révision de la Constitution, des Réformes institutionnelles et du Règlement des Conflits

— par M. Hostekint

— sur la proposition (Mme Vogels, M. Simons et Mme Aelvoet) de révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux, n° 218/3.

— sur la proposition (Mme Vogels, M. Simons et Mme Aelvoet) de révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis, § 1er, relatif au droit au logement, n° 261/2.

— sur la proposition (MM. Breyne et Gehlen) de révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux, n° 381/3.

— sur la proposition (M. Mayeur) de révision du Titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis, § 1er, relatif au droit au logement, n° 854/2.

Volgende verslagen werden ingediend :

namens de commissie voor de Herziening van de Grondwet, voor de Institutionele Hervormingen en voor de Regeling van Conflicten

— door de heer Hostekint

— over het voorstel (mevrouw Vogels, de heer Simons en mevrouw

voorzitter

Aelvoet) tot herziening van Titel II van de Grondwet, door invoeging van een artikel 24bis betreffende de economische en sociale rechten, nr 218/3.

— over het voorstel (mevrouw Vogels, de heer Simons en mevrouw Aelvoet) tot herziening van Titel II van de Grondwet, door invoeging van een artikel 24bis, § 1, betreffende het recht op wonen, nr 261/2.

— over het voorstel (de heren Breyne en Gehlen) tot herziening van Titel II van de Grondwet, door invoeging van een artikel 24bis betreffende de economische en sociale rechten, nr 381/3.

— over het voorstel (de heer Mayeur) tot herziening van Titel II van de Grondwet, door invoeging van een artikel 24bis, § 1, betreffende het recht op wonen, nr 854/2.

INTERPELLATIONS

INTERPELLATIES

Le **président** : Le Bureau a été saisi d'une série de **demandes d'interpellation** dont les libellés sont repris en annexe (voir annexe 1).
Het Bureau heeft een reeks **interpellatieverzoeken** ontvangen waarvan de inhoud als bijlage gaat (zie bijlage 1).

SENAT

SENAAT

Projets de loi adoptés

Aangenomen wetsontwerpen

Le **président** : Par message du 20 juillet 1993, le Sénat fait connaître qu'il a adopté en séance de cette date :

A. En application des lois coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932 sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité : 5 projets de loi accordant la naturalisation ordinaire.

B. En application de la loi du 28 juin 1984 instituant le Code de la nationalité belge : 13 projets de loi accordant la naturalisation ordinaire par application de l'article 19, dernier alinéa, de ladite loi ; 415 projets de loi accordant la naturalisation ordinaire.

Pour information.

Bij brief van 20 juli 1993 laat de Senaat weten dat hij in vergadering van die datum heeft aangenomen :

A. Met toepassing van de bij koninklijk besluit van 14 december 1932 gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit : 5 wetsontwerpen houdende toekenning van de gewone naturalisatie.

B. Met toepassing van de wet van 28 juni 1984 houdende invoering van het Wetboek van de Belgische nationaliteit : 13 wetsontwerpen houdende toekenning van de gewone naturalisatie met toepassing van artikel 19, laatste lid, van voornoemde wet ; 415 wetsontwerpen houdende toekenning van de gewone naturalisatie.

Ter kennisgeving.

Par messages du 20 juillet 1993, le Sénat fait connaître qu'il a adopté en séance de cette date les projets de loi suivants :

— projet de loi portant des dispositions fiscales et financières

— projet de loi portant modification du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne les pompiers volontaires

— projet de loi modifiant le Code de la nationalité belge et les lois relatives à la naturalisation

— projet de loi modifiant les articles 10, 11, 12 et 14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et y insérant un article 12bis

— projet de loi portant approbation de l'amendement et des ajustements au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adoptés à Londres le 29 juin 1990

— projet de loi relatif aux pensions du personnel nommé des administrations locales

— projet de loi portant des dispositions sociales et diverses

— projet de loi instaurant une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi

Pour information

Bij brief van 20 juli 1993 laat de Senaat weten dat hij in vergadering van die datum heeft aangenomen :

— wetsontwerp houdende fiscale en financiële bepalingen

— wetsontwerp houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wat betreft de vrijwillige brandweerlieden

— wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en van de wetten betreffende de naturalisatie

— wetsontwerp houdende wijziging van de artikelen 10, 11, 12 en 14 van en invoeging van een artikel 12bis in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

— wetsontwerp houdende goedkeuring van de wijziging en van de aanpassingen van het Protocol van Montreal betreffende stoffen die de ozonlaag afbreken, aangenomen te Londen op 29 juni 1990

— wetsontwerp betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen

— wetsontwerp houdende sociale en diverse bepalingen

— wetsontwerp tot instelling van een bijdrage op de energie ter vrijwaring van het concurrentievermogen en de werkgelegenheid

Ter kennisgeving

Overgezonden ontwerpen

Projets transmis

De **voorzitter** : Bij brieven van 20 juli 1993, zendt de Senaat over, zoals hij

voorzitter

in vergadering van die datum heeft aangenomen, de volgende wetsontwerpen :

— wetsontwerp tot regeling van het contract tot reisorganisatie en reisbemiddeling, nr 1146/1.

Dit ontwerp wordt verzonden naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs en de nationale wetenschappelijke en culturele instellingen.

— wetsontwerp tot wijziging van artikel 2, § 1, eerste en derde lid, van de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van leden van het onderwijs, nr 1147/1.

— wetsontwerp betreffende de derde aanvullende inschrijving van België op het kapitaal van de Internationale Financieringsmaatschappij, nr 1148/1.

Deze ontwerpen worden verzonden naar de commissie voor de Financiën.

Par messages du 20 juillet 1993, le Sénat transmet, tels qu'il les a adoptés en séance de cette date, les projets de loi suivants :

— projet de loi régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages, n° 1146/1.

Ce projet est renvoyé à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education et des Institutions scientifiques et culturelles nationales.

— projet de loi modifiant l'article 2, § 1er, alinéa 1er et 3, de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement, n° 1147/1.

— projet de loi relatif à la troisième souscription additionnelle de la Belgique au capital de la Société financière internationale, n° 1148/1.

Ces projets sont renvoyés à la commission des Finances.

Opnieuw gewijzigd wetsontwerp

Projet de loi réamendé

De **voorzitter** : Bij brief van 20 juli 1993, zendt de Senaat over, zoals hij in vergadering van die datum opnieuw heeft geamendeerd, het wetsontwerp tot bescherming van de titel van psycholoog, nr 1145/1.

Dit ontwerp wordt verzonden naar de commissie voor de Landbouw en de Middenstand.

Par message du 20 juillet 1993, le Sénat transmet, tel qu'il l'a réamendé en séance de cette date, le projet de loi protégeant le titre de psychologue, n° 1145/1.

Ce projet est renvoyé à la commission de l'Agriculture et des Classes moyennes.

GOUVERNEMENT

REGERING

Refus de la démission du Gouvernement

Weigering van het ontslag van de Regering

Le **président** : Par lettre du 10 août 1993, le Premier ministre me communique qu'à la suite de l'avènement de S.M. le Roi Albert II, le Gouvernement a, conformément à la tradition, cru de son devoir de Lui offrir sa démission. S.M. le Roi a refusé la démission du Gouvernement.

Pour information

Bij brief van 10 augustus 1993 deelt de Eerste minister mij mede dat de Regering, in gevolge de Troonsbestijging van Z.M. Koning Albert II, overeenkomstig de geldende traditie, het als haar plicht heeft beschouwd Hem haar ontslag aan te bieden. Z.M. de Koning heeft het ontslag van de Regering geweigerd.

Ter kennisgeving

Modifications au sein du Gouvernement

Wijzigingen binnen de Regering

Le **président** : Par lettre du 5 septembre 1993, le Premier ministre transmet copie de l'arrêté royal du 5 septembre 1993 portant démission et nomination de membres du Gouvernement.

Pour information

Bij brief van 5 september 1993 zendt de Eerste minister een afschrift van het koninklijk besluit van 5 september 1993 houdende ontslag en benoeming van leden van de Regering, over.

Ter kennisgeving

Ingediende wetsontwerpen

Dépôt de projets de loi

De **voorzitter** : De Regering heeft de volgende wetsontwerpen ingediend :

— wetsontwerp houdende tweede aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1993, nr 1149/1.

Dit ontwerp wordt verzonden naar de commissie voor de Begroting.

— wetsontwerp houdende vaststelling van de Civiele Lijst voor de duur van de regering van Koning Albert II, tot toekenning van een jaarlijkse en levenslange dotatie aan Hare Majesteit Koningin Fabiola en van een jaarlijkse dotatie aan Zijne Koninklijke Hoogheid Prins Filip, nr 1155/1.

Dit ontwerp wordt verzonden naar de commissie voor de Financiën.

— wetsontwerp tot wijziging van artikel 3 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, nr 1156/1.

Dit ontwerp wordt verzonden naar de commissie voor de Justitie.

— wetsontwerp houdende maatregelen tegen het zwartwerk, nr 1157/1.

Dit ontwerp wordt verzonden naar de commissie voor de Sociale Zaken.

voorzitter

— wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 52, 53 en 68 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, nr 1158/1.

Dit ontwerp wordt verzonden naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs en de Nationale wetenschappelijke en culturele instellingen.

— wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, nr 1159/1.

Dit ontwerp wordt verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar ambt.

Le Gouvernement a déposé les projets de loi suivants :

— projet de loi portant deuxième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1993, n° 1149/1.

Ce projet est renvoyé à la commission du Budget.

— projet de loi fixant la Liste Civile pour la durée du règne du Roi Albert II, l'attribution d'une dotation annuelle et viagère à Sa Majesté la Reine Fabiola et l'attribution d'une dotation annuelle à Son Altesse Royale le Prince Philippe, n° 1155/1.

Ce projet est renvoyé à la commission des Finances.

— projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, n° 1156/1.

Ce projet est renvoyé à la commission de la Justice.

— projet de loi portant des mesures contre le travail au noir, n° 1157/1.

Ce projet est renvoyé à la commission des Affaires sociales.

— projet de loi modifiant les articles 52, 53 et 68 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n° 1158/1.

Ce projet est renvoyé à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education et des Institutions scientifiques et culturelles nationales.

— projet de loi modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, n° 1159/1.

Ce projet est renvoyé à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

Dépenses faites en marge du budget

Uitgaven gedaan buiten de begroting

Le **président** : Par lettres des 26 et 30 juillet 1993 et 4 août 1993, M. le Premier ministre transmet, en exécution de l'article 44, § 1er, alinéa 2 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, des exemplaires des délibérations n°s 3122, 3123 et 3124 prises par le Conseil des ministres, relatives à des dépenses faites en marge du budget.

Renvoi à la commission des Finances.

Bij brieven van 26 en 30 juli 1993 en 4 augustus 1993, zendt de eerste minister, in uitvoering van artikel 44, § 1, lid 2 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, exemplaren over van de beraadslagingen nrs. 3122, 3123 en 3124 door de ministerraad getroffen betreffende uitgaven gedaan buiten de begroting.

Verzonden naar de commissie voor de Financiën.

REKENHOF

COUR DES COMPTES

Observations concernant des délibérations du Conseil des ministres

Opmerkingen betreffende beraadslagingen van de ministerraad

Le **président** : Par lettres du 15 juillet et du 8 septembre 1993, la Cour des comptes transmet, conformément aux dispositions des articles 14 et 17 de la loi du 29 octobre 1846 :

— un exposé ainsi qu'une ampliation de la délibération n° 254 prise par le Conseil des ministres en date du 18 juin 1993, au sujet du différend survenu entre son Collège et le ministre des Pensions concernant la pension de survie de Mme Nadine Thiebaut, veuve Serge Jospin, ancien agent au ministère de la Région wallonne.

— un exposé ainsi qu'une copie de la délibération n° 256, adoptée par le Conseil des ministres, le 16 juillet 1993, à propos de l'octroi d'une pension de retraite à M. Rogier Van Weyenberge, ancien fonctionnaire à l'Office national des vacances annuelles.

Renvoi à la commission des Finances.

Bij brieven van 15 juli en van 8 september 1993, zendt het Rekenhof, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 14 en 17 van de wet van 29 oktober 1846 :

— een uiteenzetting alsmede een afschrift van de beslissing nr 254 van de ministerraad van 18 juni 1993 betreffende een geschil dat gerezen is tussen zijn college en de minister van Pensioenen betreffende het overlevingspensioen van mevrouw Nadine Thiebaut, weduwe van Serge Jospin, gewezen personeelslid van het ministerie van het Waalse Gewest.

— een uiteenzetting alsmede een afschrift van de beslissing nr 256 die op 16 juli 1993 door de ministerraad werd genomen in verband met de toekenning van een rustpensioen aan de heer Rogier Van Weyenberge, gewezen ambtenaar bij de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie.

Verzonden naar de commissie voor de Financiën.

Par lettre du 28 juillet 1993, la Cour des comptes transmet, conformément aux dispositions de l'article 14 de sa loi organique du 29 octobre 1846, modifié par l'article 7 de la loi du 20 juillet 1921, un exposé ainsi qu'une ampliation de la délibération

président

n° 255 prise le 18 juin 1993 par le Conseil des ministres, à la suite du différend survenu entre son Collège et le ministre de la Défense nationale au sujet de 115 ordonnances de paiement émises dans le cadre de la délibération n° 3119, adoptée en conseil des ministres le 18 décembre 1992 en application de l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

Renvoi à la commission des Finances et à la commission de la Défense nationale.

Bij brief van 28 juli 1993, zendt het Rekenhof, overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 van zijn inrichtingswet van 29 oktober 1846, gewijzigd door artikel 7 van de wet van 20 juli 1921, een uiteenzetting alsmede een afschrift van de beslissing nr 255 van de ministerraad van 18 juni 1993. Die beslissing werd genomen naar aanleiding van het geschil dat tussen zijn college en de minister van Landsverdediging is gerezen betreffende 115 betalingsordonnanties, die werden uitgeschreven in het raam van beslissing nr 3119 van de ministerraad van 18 december 1992 ter uitvoering van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

Verzonden naar de commissie voor de Financiën en naar de commissie voor de Landsverdediging.

Par lettre du 4 août 1993, la Cour des comptes transmet des observations concernant la délibération n° 3122 adoptée en conseil des ministres du 23 juillet 1993 autorisant l'engagement de dépenses à concurrence d'un montant de 9.993 millions de francs, au-delà des crédits ouverts au budget général des dépenses de l'année budgétaire 1993 pour le programme 16.50.2, libellé "Renouvellement de l'équipement et de l'Infrastructure„, concernant le contrat de production Mid Life Update F 16 conclu avec les Etats-Unis.

Comme circonstance imprévisible devant justifier l'application de la procédure budgétaire exceptionnelle, le Conseil des ministres invoque l'adoption de sa propre décision du 2 juillet 1993, par laquelle le plan à moyen terme (relatif aux investissements de rééquipement des forces armées) a été approuvé. Cette dernière décision ne constituant pas un événement externe, elle ne peut naturellement pas être prise en considération pour justifier l'application de la procédure spéciale prévue à l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

Le fait que le délai de validité de l'offre de l'administration américaine expirait le 2 juillet 1993 (cf. le 7e considérant de la délibération) étant connu, les prérogatives du Parlement auraient pu être respectées en ouvrant les crédits nécessaires dans le projet de loi ajustant le budget général des dépenses de l'année budgétaire 1993, déposé devant la Chambre le 30 avril et voté le 29 juin par cette assemblée et le 9 juillet par le Sénat.

Enfin, son Collège fait observer qu'en vertu de l'article 44, § 2, alinéa 2, des lois précitées, l'exécution de la présente délibération est suspendue jusqu'au dépôt devant les chambres législatives d'un projet de loi spécial ouvrant les crédits nécessaires.

Renvoi à la commission des Finances et à la commission de la Défense nationale.

Bij brief van 4 augustus 1993, zendt het Rekenhof opmerkingen over de beraadslaging nr 3122 die de ministerraad op 23 juli 1993 heeft genomen en waarbij machtiging wordt verleend voor de vastlegging van uitgaven ten belope van 9.993 miljoen frank boven de vastleggingskredieten die in de algemene uitgavenbegroting 1993 worden geopend voor het programma 16.50.2, luidende "Vernieuwing van de uitrusting en infrastructuur„, met betrekking tot het produktiecontract Mid Life Update F16 met de Verenigde Staten.

Als onvoorzienbare omstandigheid, die de toepassing van de budgettaire uitzonderingsprocedure moet rechtvaardigen, roept de ministerraad het treffen van zijn eigen beslissing dd. 2 juli 1993 in waarbij het plan op middellange termijn (inzake de investeringen voor heruitrusting van de strijdkrachten) werd goedgekeurd. Aangezien deze laatste beslissing geen externe gebeurtenis is kan ze natuurlijk niet in aanmerking worden genomen om de aanwending van de bijzondere procedure van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit te verantwoorden.

Vermits bekend was (cfr. de 7e considerans van de beraadslaging) dat de geldigheidstermijn van de offerte van de Amerikaanse Administratie verviel op 2 juli 1993, had men de prerogatieven van het Parlement kunnen eerbiedigen door de nodige kredieten in te schrijven in het wetsontwerp houdende de aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 1993 dat op 30 april werd ingediend bij de Kamer en op 29 juni door de Kamer en op 9 juli door de Senaat werd goedgekeurd.

Ten slotte wijst zijn college erop dat ingevolge artikel 44, § 2, alinea 2, van de voormelde wetten, de onderhavige beraadslaging is opgeschort tot een speciaal wetsontwerp, waarbij de nodige kredieten worden geopend, bij de wetgevende kamers is ingediend.

Verzonden naar de commissie voor de Financiën en naar de commissie voor de Landsverdediging.

Par lettre du 10 août 1993, la Cour des comptes transmet des observations concernant la délibération n° 3124 adoptée en conseil des ministres du 2 août 1993 autorisant l'engagement, l'ordonnancement et le paiement de dépenses à concurrence de 10 millions de francs au-delà des crédits ouverts au budget général des dépenses de 1993 pour le programme 13.40.1, intitulé „Protocole".

Ces dépenses sont destinées à couvrir les frais de l'organisation des funérailles nationales de Sa Majesté le Roi Baudouin.

Son Collège estime dans le cas présent qu'en ce qui concerne l'application de la procédure prévue à l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, il n'y a aucune observation à formuler.

président

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique et à la commission des Finances.

Bij brief van 10 augustus 1993, zendt het Rekenhof opmerkingen over de beraadslaging nr 3124 die de ministerraad op 2 augustus 1993 heeft genomen en waarbij machtiging wordt verleend voor de vastlegging, de ordonnancering en de betaling van uitgaven ten belope van 10 miljoen frank boven de kredieten, geopend in de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1993, voor het programma 13.40.1, luidende „Protocol".

Deze uitgaven zijn bestemd om kosten te dekken ingevolge de organisatie van de nationale begrafenisplechtigheid van Zijne Majesteit Koning Boudewijn.

Zijn College heeft, wat de aanwending betreft van de procedure voorzien in artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit, in het onderhavig geval geen opmerking te formuleren.

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt en naar de commissie voor de Financiën.

Par lettre du 11 août 1993, la Cour des comptes transmet des observations concernant la délibération n° 3123 adoptée en conseil des ministres du 29 juillet 1993 autorisant l'engagement, l'ordonnancement et la liquidation de dépenses à concurrence d'un montant de 89 millions de francs, au-delà des crédits ouverts au budget général des dépenses de l'année budgétaire 1993 pour le programme 11.40.4, libellé „Information".

Cette autorisation a été donnée pour les dépenses suivantes :

— campagne présidence C.E. : 11.844.992 F

— campagne réforme de l'Etat : 39.179.102 F

— projet information officielle : 37.975.906 F.

Hormis le fait que le vote de la loi spéciale et de la loi ordinaire visant à achever la structure fédérale de l'Etat (toutes deux datées du 16 juillet 1993) pourrait être considéré comme un événement imprévisible, les considérants de la délibération ne démontrent pas l'existence de circonstances exceptionnelles ou imprévisibles, ni l'urgence objective des dépenses visées. Ils ne mentionnent pas davantage les faits qui ont empêché de demander les crédits nécessaires au feuilleton d'ajustement pour l'année budgétaire 1993 ou dans un projet de loi spécial.

Son Collège est dès lors d'avis que, dans le présent cas, le recours à la procédure budgétaire d'exception prévue à l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat a été insuffisamment motivé.

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique et à la commission des Finances.

Bij brief van 11 augustus 1993, zendt het Rekenhof opmerkingen over de beraadslaging nr 3123 die de ministerraad op 29 juli 1993 heeft genomen en waarbij machtiging wordt verleend voor de vastlegging, de ordonnancering en de betaling van uitgaven ten bedrage van 89 miljoen frank boven de kredieten die in de algemene uitgavenbegroting 1993 werden geopend voor het programma 11.40.4, luidende "Voorlichting„.

Die machtiging werd verleend voor de volgende uitgaven :

— campagne voorzitterschap E.G. : 11.844.992 F

— campagne staatshervorming : 39.179.102 F

— project informatie van de overheid : 37.975.906 F.

Buiten het feit dat de goedkeuring van de bijzondere en van de gewone wet tot vervollediging van de federale staatsstructuur (beide dd. 16 juli 1993) als een onvoorzienbare gebeurtenis zou kunnen worden beschouwd, wordt in de consideransen van de beraadslaging noch het bestaan van uitzonderlijke of onvoorzienbare omstandigheden, noch de objectieve dringendheid van de beoogde uitgaven aangetoond. Evenmin wordt vermeld welke feiten hebben verhinderd de nodige kredieten in het aanpassingsblad voor het begrotingsjaar 1993 of in een afzonderlijk wetsontwerp aan te vragen.

Zijn College is bijgevolg van oordeel dat het beroep op de budgettaire uitzonderingsprocedure van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit, in het onderhavige geval, onvoldoende werd gemotiveerd.

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt en naar de commissie voor de Financiën.

Opmerkingen betreffende een aanpassing op de algemene uitgavenbegroting

Observations sur un ajustement au budget général des dépenses

De **voorzitter** : Bij brief van 8 september 1993, deelt het Rekenhof zijn opmerkingen mede betreffende het wetsontwerp houdende tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1993 (Parlementair Stuk, Kamer 1149/1 — 92/93).

Verzending naar de commissie voor de Financiën.

Par lettre du 8 septembre 1993, la Cour des Comptes transmet ses observations sur le projet de loi portant deuxième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1993 (document parlementaire, Chambre, 1149/1 — 92/93).

Renvoi à la commission des Finances.

Opmerkingen betreffende administratieve begrotingen

Observations concernant des budgets administratifs

De **voorzitter** : Bij brief van 8 september 1993, deelt het Rekenhof mede dat het, bij toepassing van arti-

voorzitter

kel 20 van de samengeordende wetten op de rijkscomptabiliteit, de aangepaste administratieve begrotingen van :

— het Ministerie van Economische Zaken

— het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur

voor het begrotingsjaar 1993 heeft onderzocht en dat het geen opmerkingen heeft inzake de overeenstemming van die begrotingen met de inhoud en de doelstellingen van de aangepaste algemene uitgavenbegroting voor datzelfde jaar.

Verzonden naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs en de Nationale wetenschappelijke en culturele instellingen en naar de commissie voor de Infrastructuur.

Par lettre du 8 septembre 1993, la Cour des Comptes fait savoir qu'elle a examiné, sur la base de l'article 20 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, les budgets administratifs ajustés :

— du Ministère des Affaires économiques

— du Ministère des Communications et de l'Infrastructure

pour l'année budgétaire 1993, et qu'elle n'a pas d'observation à formuler à propos de la conformité de ces budgets au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses ajusté pour la même année.

Renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education et des Institutions scientifiques et culturelles nationales et à la commission de l'Infrastructure.

Dotation 1992

Dotatie 1992

Le **président** : Par lettre du 22 juillet 1993, la Cour des comptes transmet le compte d'exécution de la dotation de 1992 de la Cour des comptes.

Dépôt au greffe.

Bij brief van 22 juli 1993 zendt het Rekenhof de uitvoeringsrekening van de dotatie 1992 van het Rekenhof over.

Ingediend ter griffie.

Relevé des imputations budgétaires

Lijst van de budgettaire aanrekeningen

Le **président** : Par lettre du 8 septembre 1993, la Cour des comptes transmet le relevé des imputations budgétaires réalisées au cours du mois d'août sur le budget des dotations pour l'année 1993.

Dépôt au greffe.

Bij brief van 8 september 1993 zendt het Rekenhof de lijst over van de budgettaire aanrekeningen die in de loop van de maand augustus op de begroting der dotaties zijn uitgevoerd voor het jaar 1993.

Ingediend ter griffie.

Beheersrekening van de Amortisatiekas

Compte de gestion de la Caisse d'amortissement

De **voorzitter** : Bij brief van 11 augustus 1993 zendt het Rekenhof, overeenkomstig artikel 8 van de wet van 2 augustus 1955, de beheersrekening van de Amortisatiekas betreffende het jaar 1992, over.

Ingediend ter griffie.

Par lettre du 11 août 1993, la Cour des comptes transmet, en exécution de l'article 8 de la loi du 2 août 1955, le compte de gestion de la Caisse d'amortissement pour l'année 1992.

Dépôt au greffe.

ARBITRAGEHOF

COUR D'ARBITRAGE

Recours en annulation

Beroep tot vernietiging

Le **président** : En application de l'article 76 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie :

— les recours en annulation de l'article 161 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, introduits par le Banc d'Epreuves des Armes à Feu, M. Charles Paques, la commune de Thimister-Clermont et M. Jacques Delhez, la commune de Houffalize, la commune de Manhay, la Fabrique d'église de Dochamps, la Fabrique d'église de Grandmenil, la commune de Vielsalm et la Fabrique d'église de Vielsalm ; l'ordonnance de jonction de ces affaires avec l'affaire n° 565. (n°s du rôle : 565, 575 à 579 et 582)

— le recours en annulation partielle de l'article 22 du décret du Vlaamse Raad du 18 décembre 1992 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1993, introduit par la SA PRIMEUR. (n° du rôle : 574)

— le recours en annulation partielle de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, introduit par l'ASBL Union francophone des Belges à l'Etranger, Mme Geneviève De Boeck, Mme Nicole Dervaux, M. Jean-Pierre Favier, M. Gérard Firhs, Mme Suzanne Goeury, Mme Chantal Machurot, Mme Monique Vandeputte, Mme Catherine Van Engelandt et Mme Chantal Vermander. (n° du rôle : 580)

— le recours en annulation de l'article 10 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, introduit par l'ASBL Fédération nationale des Unions de Classes moyennes et la société privée à responsabilité limitée "Look and Partners„. (n° du rôle : 581)

— les recours en annulation et les demandes de suspension des articles 44 et 45 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, introduits par la société civile sous forme de société coopérative CDH-LAREM et M. Rudi Marien et "de vereniging voor Vlaamse klinische laboratoria„, et M. Jacques Ta-

président

vernier, M. Jozef Jonckheere, M. Pierre Van Hoorde, M. Rik Van Quickenborne, M. Luc De Cuyper, M. Philippe Quigniez et Mme Frederica Verheyden ; l'ordonnance de jonction de ces affaires et l'ordonnance de fixation de l'audience pour les débats sur les demandes de suspension. (n°s du rôle : 585, 590 et 591)

— les recours en annulation de l'article 151 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, introduits par l'ASBL Ligue des droits de l'homme, l'ASBL Aide aux personnes déplacées, l'ASBL "Overlegcentrum voor integratie van vluchtelingen" et l'ASBL „Vlaams centrum integratie migranten" ; l'ordonnance de jonction de ces affaires. (n°s du rôle : 586 et 587)

— le recours en annulation de l'article 44 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, introduit par la société civile sous forme de société coopérative Laboratoire Sainte Anne et Saint Jean, le docteur Jean-Pierre Staquet, la société civile sous forme de société de personnes à responsabilité limitée Laboratoire de biologie clinique docteurs Masure, le docteur Roger Masure, le docteur Danielle Masure, la société civile sous forme de société de personnes à responsabilité limitée Laboratoire Comège. (n° du rôle : 588)

— le recours en annulation et la demande de suspension de l'article 12 du décret de la Communauté française du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de culture, d'affaires sociales, d'enseignement et de budget, introduit par l'ASBL Association des directeurs de l'Enseignement des Arts plastiques et de promotion socio-culturelle (ADEAP), M. Frank Vantournhout, Mme Marie-France du Castillon, Mme Monique Vansant et M. Jean-Claude Legrand ; l'ordonnance de fixation de l'audience pour les débats sur la demande de suspension. (n° du rôle : 594)

Pour information.

Met toepassing van artikel 76 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, geeft de griffier van het Arbitragehof kennis van :

— de beroepen tot vernietiging van artikel 161 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, ingesteld door de Proefbank voor Vuurwapens, de heer Charles Paques, de gemeente Thimister-Clermont, de heer Jacques Delhez, de gemeente Houffalize, de gemeente Manhay, de Kerkfabriek van Dochamps, de Kerkfabriek van Grandmenil, de gemeente Vielsalm en de Kerkfabriek van Vielsalm ; de beschikking tot samenvoeging van deze zaken met de zaak nr 565. (rolnummers : 565, 575 tot 579 en 582)

— het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van artikel 22 van het decreet van de Vlaamse Raad van 18 december 1992 houdende diverse bepalingen tot begeleiding van de begroting 1993, ingesteld door de NV PRIMEUR. (rolnummer : 574)

— het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, ingesteld door de VZW "Union francophone des Belges à l'Etranger", mevrouw Geneviève De Boeck, mevrouw Nicole Dervaux, de heer Jean-Pierre Favier, de heer Gérard Firhs, mevrouw Suzanne Goeury, mevrouw Chantal Machurot, mevrouw Monique Vandeputte, mevrouw Catherine Van Engelandt en mevrouw Chantal Vermander. (rolnummer : 580)

— het beroep tot vernietiging van het artikel 10 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, ingesteld door de VZW Nationale Federatie der Unies van de Middenstand en de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid „Look and Partners". (rolnummer : 581)

— de beroepen tot vernietiging en de vorderingen tot schorsing van de artikelen 44 en 45 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, ingesteld door de burgerlijke vennootschap onder de vorm van een coöperatieve vennootschap CDH-LAREM en de heer Rudi Marien en de vereniging voor Vlaamse klinische laboratoria, en de heer Jacques Tavernier, de heer Jozef Jonckheere, de heer Pierre Van Hoorde, de heer Rik Van Quickenborne, de heer Luc De Cuyper, de heer Philippe Quigniez, en mevrouw Frederica Verheyden ; de beschikking tot samenvoeging van deze zaken en de beschikking tot bepaling van de dag van terechtzitting voor de debatten over de vorderingen tot schorsing. (rolnummers : 585, 590 en 591)

— de beroepen tot vernietiging van artikel 151 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, ingesteld door de VZW „Ligue des droits de l'Homme", de VZW Hulpverlening aan ontheemden, de VZW Overlegcentrum voor Integratie van vluchtelingen en de VZW Vlaams Centrum Integratie Migranten ; de beschikking tot samenvoeging van deze zaken. (rolnummers : 586 en 587)

— de beroepen tot vernietiging van het artikel 44 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, ingesteld door de burgerlijke vennootschap in de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap „Laboratoire Sainte Anne et Saint Jean", dokter Jean-Pierre Staquet, de burgerlijke vennootschap in de rechtsvorm van een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid „Laboratoire de biologie clinique docteurs Masure", dokter Roger Masure, dokter Danielle Masure, de burgerlijke vennootschap in de rechtsvorm van een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "Laboratoire Comège„. (rolnummer : 588)

— het beroep tot vernietiging en de vordering tot schorsing van artikel 12 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 december 1992 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, sociale zaken, onderwijs en begroting, ingesteld door de VZW "Association des Directeurs de l'Enseignement des Arts plastiques et de promotion socio-culturelle (ADEAP),

voorzitter

de heer Frank Vantournhout, mevrouw Marie-France du Castillon, mevrouw Monique Vansant en de heer Jean-Claude Legrand ; de beschikking tot bepaling van de dag van terechtzitting voor de debatten over de vordering tot schorsing. (rolnummer : 594)

Ter kennisgeving.

Décisions de renvoi

Beslissingen tot verwijzing

Le **président** : En application de l'article 77 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie :

— la question préjudicielle posée par la Cour d'appel de Bruxelles, sixième Chambre, par arrêt du 10 juin 1993 en cause de l'Etat belge contre la SPRL Ropa. (n° du rôle : 570)

— la question préjudicielle posée par le tribunal de première instance de Mons par jugement du 22 juin 1993 en cause du ministère public contre M. Michel MARCHANDISE et la SA Trafiba. (n° du rôle : 583)

— la question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat, VIIème chambre, par arrêt du 5 juillet 1993 en cause de la SA „Eikenaar" contre la Région Flamande et la société publique des déchets de la Région flamande (OVAM). (n° du rôle : 589)

— la question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat, VIème chambre, par arrêt du 29 juin 1993, en cause de M. Rudolf Pankert contre l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. (n° du rôle : 592)

— la question préjudicielle posée par le tribunal du travail de Gand, quatrième chambre, par arrêt du 14 mai 1993 en cause de la SA Inter-Discount contre Mme Veerle SAFFEL. (n° du rôle : 593)

— la question préjudicielle posée par le conseil d'Etat, IVème Chambre, par arrêt du 9 mars 1993 en cause de l'ASBL „Bovenbouw Vrije Rudolf Steiner School Gent" contre la Communauté flamande. (n° du rôle : 595)

Pour information.

Met toepassing van artikel 77 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, geeft de griffier van het Arbitragehof kennis van :

— de prejudiciële vraag gesteld door het Hof van Beroep te Brussel, zesde kamer, bij arrest van 10 juni 1993, inzake de Belgische Staat tegen de PVBA Ropa. (rolnummer : 570)

— de prejudiciële vraag gesteld door de rechtbank van eerste aanleg te Bergen, bij vonnis van 22 juni 1993 inzake het openbaar ministerie tegen de heer Michel Marchandise en de NV Trafiba. (rolnummer : 583)

— de prejudiciële vraag gesteld door de Raad van State, VIIe Kamer, bij arrest van 5 juli 1993 inzake de NV Eikenaar tegen het Vlaamse Gewest en de Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest. (rolnummer : 589)

— de prejudiciële vraag gesteld door de Raad van State, VIe Kamer, bij arrest van 29 juni 1993 inzake de heer Rudolf Pankert tegen het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. (rolnummer : 592)

— de prejudiciële vraag gesteld door de arbeidsrechtbank te Gent, vierde kamer, bij vonnis van 14 mei 1993 inzake de NV Inter-Discount tegen mevrouw Veerle Saffel. (rolnummer : 593)

— de prejudiciële vraag gesteld door de Raad van State, IVe Kamer, bij arrest van 9 maart 1993 inzake de VZW Bovenbouw Vrije Rudolf Steiner School Gent tegen de Vlaamse Gemeenschap. (rolnummer : 595)

Ter kennisgeving.

Arrêts

Arresten

Le **président** : En application de l'article 113 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie :

— l'arrêt n° 58/93 rendu le 14 juillet 1993 concernant le recours en annulation partielle de la loi du 12 juin 1992 portant confirmation du Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné le 10 avril 1992, introduit en date du 30 octobre 1992 par M. B. Bastien et autres. (n° du rôle : 442)

— l'arrêt n° 59/93 rendu le 15 juillet 1993 concernant la question préjudicielle posée par le tribunal du travail de Bruxelles, 10ème chambre, dans ses jugements du 19 mars 1992 en cause de M. J. Gras et autres contre la SA Banque nationale de Belgique et la SA Royale belge. (n°s du rôle : 393 à 403)

— l'arrêt n° 60/93 rendu le 15 juillet 1993 concernant la question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat, section d'administration, par arrêt n° 39.249 du 29 avril 1992 en cause de l'ASBL Pêche et loisirs et consorts contre la Région wallonne — partie intervenante : la SA Watco Treatment. (n° du rôle : 414)

— l'arrêt n° 61/93 rendu le 15 juillet 1993 concernant la question préjudicielle posée par le tribunal du travail de Charleroi, section de Charleroi, par jugement du 8 octobre 1992, en cause de M. J. Van Havre contre l'Office national des pensions. (n° du rôle : 437)

— l'arrêt n° 62/93 rendu le 15 juillet 1993 concernant les recours en annulation partielle des articles 4 et 5 de la loi du 24 juillet 1992 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel du cadre actif de la gendarmerie, introduits par le Syndicat progressiste pour le personnel de la gendarmerie (SPPG), la Fédération syndicale de la gendarmerie belge (FSGB), M. L. Naegels, M. J. Schonkeren et M. E. Van Moerbeke. (n°s du rôle : 438 et 487)

— l'arrêt n° 63/93 rendu le 15 juillet 1993 concernant la question préjudicielle posée par la sixième chambre du tribunal du travail d'Anvers, par jugement du 8 octobre 1992 en cause de M. E. Van Daele contre l'Office national des pensions. (n° du rôle : 439)

président

— l'arrêt n° 64/93 rendu le 15 juillet 1993 concernant la question préjudicielle posée par le président du tribunal de première instance d'Audenarde, siégeant en référé, par ordonnance du 17 février 1993, dans l'affaire Roland Hietbrink contre l'Etat belge. (n° du rôle : 535)

— l'arrêt n° 65/93 rendu le 15 juillet 1993 concernant la question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat par arrêt n° 40.718 du 12 octobre 1992 en cause de M. P. André contre la Communauté française — parties intervenantes : R. Mahieu, M.-H. Janne, M. Lahaye et R. Hamaite. (n° du rôle : 441)

— l'arrêt n° 66/93 rendu le 15 juillet 1993 concernant le recours en annulation des articles 56, § 2, et 57 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. (n° du rôle : 569)

— l'arrêt n° 67/93 rendu le 5 août 1993 concernant la demande de suspension de l'article 12 du décret de la communauté française du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de culture, d'affaires sociales, d'enseignement et de budget, introduite par l'ASBL „Association des directeurs de l'enseignement des arts plastiques et de promotion socio-culturelle et consorts". (n° du rôle : 594)

Met toepassing van het artikel 113 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, geeft de griffier van het Arbitragehof kennis van :

— het arrest nr 58/93 uitgesproken op 14 juli 1993 betreffende het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 12 juni 1992 tot bekrachtiging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd op 10 april 1992, ingesteld op 30 oktober 1992 door de heer P. Bastien en medeverzoekers. (rolnummer : 442)

— het arrest nr 59/93 uitgesproken op 15 juli 1993 betreffende de prejudiciële vraag gesteld door de arbeidsrechtbank te Brussel, 10de kamer, bij vonnissen van 19 maart 1992 inzake de heer J. Gras en anderen tegen de NV Nationale Bank van België en de NV Royale Belge. (rolnummers : 394 tot en met 403)

— het arrest nr 60/93 uitgesproken op 15 juli 1993 betreffende de prejudiciële vraag gesteld door de Raad van State, afdeling administratie, bij arrest nr 39.249 van 29 april 1992 inzake de VZW „Pêche et loisirs" en medeverzoekers tegen het Waalse Gewest — tussenkomende partij : de NV „Watco Treatment". (rolnummer : 414)

— het arrest nr 61/93 uitgesproken op 15 juli 1993 betreffende de prejudiciële vraag gesteld door de arbeidsrechtbank te Charleroi, afdeling Charleroi, bij vonnis van 8 oktober 1992, inzake de heer J. Van Havre tegen de Rijksdienst voor Pensioenen. (rolnummer : 437)

— het arrest nr 62/93 uitgesproken op 15 juli 1993 betreffende de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van de artikelen 4 en 5 van de wet van 24 juli 1992 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rechtstoestanden van het personeel van het actief kader van de rijkswacht, ingesteld door het Syndicaat voor de Vooruitgang van het Rijkswachtpersoneel (SVR), de Syndicale Federatie van de Belgische Rijkswacht (SFBR), de heer L. Naegels, de heer J. Schonkeren en de heer E. Van Moerbeke. (rolnummers : 438 en 487)

— het arrest nr 63/93 uitgesproken op 15 juli 1993 betreffende de prejudiciële vraag gesteld door de zesde kamer van de Arbeidsrechtbank te Antwerpen, bij vonnis van 8 oktober 1992 inzake de heer E. Van Daele tegen de Rijksdienst voor Pensioenen. (rolnummer : 439)

— het arrest nr 64/93 uitgesproken op 15 juli 1993 betreffende de prejudiciële vraag gesteld door de voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Oudenaarde, zetelend in kort geding, bij beschikking van 17 februari 1993, inzake de heer Roland Hietbrink tegen de Belgische Staat. (rolnummer : 535)

— het arrest nr 65/93 uitgesproken op 15 juli 1993 betreffende de prejudiciële vraag gesteld door de Raad van State bij arrest nr 40.718 van 12 oktober 1992 inzake de heer P. André tegen de Franse Gemeenschap — tussenkomende partijen : R. Mahieu, M.-H. Janne, M. Lahaye en R. Hamaite. (rolnummer : 441)

— het arrest nr 66/93 uitgesproken op 15 juli 1993 betreffende het beroep tot vernietiging van de artikelen 56, § 2, en 57 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders. (rolnummer : 569)

— het arrest nr 67/93 uitgesproken op 5 augustus 1993 betreffende de vordering tot schorsing van artikel 12 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 december 1992 „portant diverses mesures en matière de culture, d'affaires sociales, d'enseignement et de budget" (houdende diverse maatregelen inzake cultuur, sociale zaken, onderwijs en begroting), ingesteld door de VZW „Association des directeurs de l'enseignement des arts plastiques et de promotion socio-culturelle" en medeverzoekers. (rolnummer : 594)

Conséquence d'un désistement

Gevolg van een afstand

Le **président** : Par lettre du 9 septembre 1993, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie l'ordonnance par laquelle la Cour d'arbitrage constate, par application de l'article 99 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, qu'il est mis fin à la procédure devant la Cour concernant les questions préjudicielles posées par le Conseil d'Etat, IVème Chambre, par arrêts du 10 mars 1992 en cause de M. Karel Van Der Planken contre l'Exécutif flamand. (n°s du rôle : 406 et 407)

Pour information.

Bij brief van 9 september 1993 geeft de griffier van het Arbitragehof kennis van de beschikking waarbij het Arbitragehof vaststelt dat, met toe-

voorzitter

passing van artikel 99 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, een einde is gekomen aan de rechtspleging voor het Hof betreffende de prejudiciële vragen gesteld door de Raad van State, IVe kamer, bij arresten van 10 maart 1992, inzake de heer Karel Van Der Planken tegen de Vlaamse Gemeenschap. (rolnummers : 406 en 407).

Ter kennisgeving.

Aanwijzing van een rechter tot Nederlandstalig voorzitter

Désignation d'un juge en qualité de président néerlandophone

De **voorzitter** : Bij brief van 15 september 1993 deelt de voorzitter van het Arbitragehof mij mede dat de Nederlandstalige rechters van het Arbitragehof op 14 september 1993, conform artikel 33 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, uit hun midden rechter Louis De Grève tot Nederlandstalig voorzitter hebben gekozen.

Ter kennisgeving.

Par lettre du 15 septembre 1993, le président de la Cour d'arbitrage m'informe que, conformément à l'article 33 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, les juges d'expression néerlandaise de la Cour ont, en date du 14 septembre 1993, choisi en leur sein le juge Louis De Grève comme président néerlandophone.

Pour information.

EUROPEES PARLEMENT

PARLEMENT EUROPEEN

Resoluties

Résolutions

De **voorzitter** : Bij brief van 2 augustus 1993 zendt de Secretaris-generaal van het Europees Parlement de tekst over van zes resoluties aangenomen door deze Vergadering :

1. Resolutie over de bestrijding van armoede en maatschappelijke uitsluiting in de Europese Gemeenschap.

Verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en naar de commissie voor de Sociale Zaken.

2. Resolutie over het tweede jaarverslag inzake de activiteiten van het Comité van presidenten en inzake de monetaire en financiële situatie in de Gemeenschap.

Verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en naar de commissie voor de Financiën.

3. Resolutie over het vrij verkeer van personen overeenkomstig artikel 8A van het EEG-Verdrag.

4. Resolutie over het Europese immigratiebeleid.

Verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen, de commissie voor de Justitie en de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.

5. Resolutie over het antwoord van de Gemeenschap op de herstructureringsproblemen in Oost-Duitsland, alsmede de economische en sociale crisis.

Verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs en de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen.

6. Resolutie over de uitbreiding van de Gemeenschap.

Verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen.

Par lettre du 2 août 1993, le Secrétaire général du Parlement européen transmet le texte de six résolutions adoptées par cette Assemblée :

1. Résolution sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans la Communauté européenne.

Renvoi à la commission des Relations extérieures et à la commission des Affaires sociales.

2. Résolution sur le deuxième rapport annuel du Comité des gouverneurs sur ses activités et sur la situation monétaire et financière dans la Communauté.

Renvoi à la commission des Relations extérieures et à la commission des Finances.

3. Résolution sur la libre circulation des personnes conformément à l'article 8A (CEE).

4. Résolution sur la politique européenne d'immigration.

Renvoi à la commission des Relations extérieures, à la commission de la Justice et à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

5. Résolution sur la réaction de la Communauté face aux problèmes posés par la restructuration en Allemagne orientale et la crise économique et sociale.

Renvoi à la commission des Relations extérieures et à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education et des Institutions scientifiques et culturelles nationales.

6. Résolution sur l'élargissement.

Renvoi à la commission des Relations extérieures.

COMMUNICATION

MEDEDELING

Accord ministériel sur la mise en place de l'Unité Drogues Europol

Ministerieel akkoord over de oprichting van de Eenheid Drugs Europol

Le **président** : Par lettre du 17 août 1993, le vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Affaires économiques et le ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique transmettent une copie de l'accord ministériel sur la mise en place de l'Unité Drogues Europol, signé par les ministres de l'Intérieur et de la Justice des pays membres de la Communauté européenne, le 2 juin 1993.

Dépôt au greffe.

voorzitter

Bij brief van 17 augustus 1993 zenden de vice-eerste minister en minister van Justitie en Economische Zaken en de minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken een kopie over van het ministerieel akkoord over de oprichting van de Eenheid Drugs Europol, dat door de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken van de EG-lidstaten op 2 juni 1993 werd ondertekend.

Ingediend ter griffie.

GOUVERNEMENT

REGERING

Rapports déposés

Ingediende verslagen

Le **président** : Par lettre du 26 juillet 1993, le vice-premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques transmet, en exécution de l'article 27, § 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, les comptes annuels du quatrième trimestre 1992 accompagnés du rapport de gestion et du rapport du collège des commissions, de l'entreprise publique La Poste.

Dépôt au greffe.

Bij brief van 26 juli 1993 zendt de vice-eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, in uitvoering van artikel 27, § 3, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, de jaarrekeningen van het vierde trimester 1992 tezamen met het jaarverslag en het verslag van het college van commissarissen van het overheidsbedrijf De Post.

Ingediend ter griffie.

Par lettre du 20 juillet 1993, le vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Affaires économiques transmet, en exécution de l'article 101 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, le rapport annuel 1992 sur le fonctionnement de la procédure d'avertissement.

Dépôt au greffe.

Bij brief van 20 juli 1993 zendt de vice-eerste minister en minister van Justitie en Economische Zaken, in uitvoering van artikel 101 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, het jaarverslag 1992 over de werking van de waarschuwingsprocedure.

Ingediend ter griffie.

Par lettre du 13 août 1993, le ministre de la Défense nationale transmet, en exécution de l'article 32 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, le rapport de l'année 1992 sur l'application de cette loi.

Dépôt au greffe.

Bij brief van 13 augustus 1993 zendt de minister van Landsverdediging, in uitvoering van artikel 32 van de wet van 30 juli 1938 op het gebruik der talen bij het leger, het verslag over voor het jaar 1992 betreffende de toepassing van deze wet.

Ingediend ter griffie.

Par lettre du 20 août 1993, le vice-premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques transmet, en exécution de l'article 27, § 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, le rapport de gestion et les comptes annuels de l'entreprise publique SNCB pour l'année 1992.

Dépôt au greffe.

Bij brief van 20 augustus 1993 zendt de vice-eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, in uitvoering van artikel 27, § 3, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, het beleidsverslag en de jaarrekeningen van het overheidsbedrijf NMBS voor het jaar 1992.

Ingediend ter griffie.

Par lettre du 1er septembre 1993, le ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique transmet, en exécution de l'article 62 des lois coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966, sur l'emploi des langues en matière administrative, le rapport sur l'activité de la Commission permanente de contrôle linguistique pour l'année 1992.

Dépôt au greffe.

Bij brief van 1 september 1993 zendt de minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken, in uitvoering van artikel 62 van de door het koninklijk besluit van 18 juli 1966 samengeordende wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, het verslag over betreffende de werkzaamheden van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht voor het jaar 1992.

Ingediend ter griffie.

Par lettre du 15 septembre 1993, le vice-premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques transmet, conformément à l'article 23, § 6, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, un rapport à propos de l'exécution par les entreprises publiques autonomes de leurs tâches de service public pendant l'année 1992.

Pour information.

Bij brief van 15 september 1993 zendt de vice-eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, overeenkomstig artikel 23, § 6, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven het verslag over de uitvoering door de autonome overheidsbedrijven van hun taken van openbare dienstverlening tijdens het jaar 1992, over.

Ter kennisgeving.

RAPPORTS

VERSLAGEN

Rapport de la „Commission nationale d'évaluation de l'interruption volontaire de grossesse"

voorzitter

Verslag van de „Nationale Evaluatiecommissie vrijwillige zwangerschapsafbreking"

Le **président** : Par lettre du 26 août 1993, les présidents de la „Commission nationale d'évaluation de l'interruption volontaire de grossesse" instituée par la loi du 13 août 1990 visant à créer une commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modifiant les articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogeant l'article 353 du même Code, transmettent à la Chambre le rapport intermédiaire de cette commission.

Impression et distribution.

Bij brief van 26 augustus 1993 zenden de voorzitters van de „Nationale Evaluatiecommissie vrijwillige zwangerschapsafbreking" opgericht door de wet van 13 augustus 1990 houdende oprichting van een commissie voor de evaluatie van de wet van 3 april 1990 betreffende de zwangerschapsafbreking, tot wijziging van de artikelen 348, 350, 351 en 352 van het Strafwetboek en tot opheffing van artikel 353 van hetzelfde Wetboek, een tussentijds activiteitsverslag van de commissie, over.

Te drukken en rond te delen.

Rapport du Comité permanent de contrôle des services de renseignements

Verslag van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten

Le **président** : Par lettre du 1er septembre 1993, le Comité permanent de contrôle des services de renseignements transmet son premier rapport général annuel, conformément à l'article 35, 1° de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements.

Dépôt au greffe.

Bij brief van 1 september 1993 zendt het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten, overeenkomstig artikel 35, 1° van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, zijn eerste algemeen jaarlijks activiteitsverslag, over.

Ingediend ter griffie.

Rapport du Comité permanent de contrôle des services de police

Verslag van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten

Le **président** : Par lettre du 9 septembre 1993, le Comité permanent de contrôle des services de police transmet son premier rapport général annuel, conformément à l'article 11, 1° de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements.

Dépôt au greffe.

Bij brief van 9 september 1993 zendt het Vast Comité van toezicht op de politiediensten, overeenkomstig artikel 11, 1° van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, zijn eerste algemeen jaarlijks activiteitsverslag, over.

Ingediend ter griffie.

Rapport de la commission nationale permanente du Pacte culturel

Verslag van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie

Le **président** : Les présidents de la commission nationale permanente du Pacte culturel transmettent, en exécution de l'article 26 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, le rapport d'activité pour l'année 1992.

Dépôt au greffe.

De voorzitters van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie zenden, in uitvoering van artikel 26 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, het activiteitsverslag voor het jaar 1992, over.

Ingediend ter griffie.

Rapport annuel du Fonds des Rentes

Jaarlijks verslag van het Rentenfonds

De **voorzitter** : Bij brief van 6 september 1993 zendt de voorzitter van het Rentenfonds het jaarlijks verslag 1992, over.

Ingediend ter griffie.

Par lettre du 6 septembre 1993, le président du Fonds des Rentes transmet le rapport annuel 1992.

Dépôt au greffe.

VOORSTELLEN

PROPOSITIONS

De **voorzitter** : Overeenkomstig artikel 64-2 van het reglement werd **toelating tot drukken** verleend voor de voorstellen waarvan de lijst als bijlage gaat (zie bijlage 2).
Conformément à l'article 64-2 du règlement, l'**autorisation d'impression** a été donnée pour les propositions dont la liste est jointe en annexe (voir annexe 2).

DECLARATION DU GOUVERNEMENT SUR SA POLITIQUE GENERALE

VERKLARING VAN DE REGERING OVER HAAR ALGEMEEN BELEID

Le **président** : L'ordre du jour appelle la déclaration du gouvernement.
Aan de orde is de regeringsverklaring.

De Eerste minister heeft het woord.
La parole est au Premier ministre.

Eerste minister **Dehaene** : Mijnheer de voorzitter, waarde collega's, ons land beleeft een scharnierperiode in zijn geschiedenis.

Het heeft in zijn nieuwe Grondwet geopteerd voor een federale staatsstructuur. Het moet die structuur nu in de komende jaren, in de praktijk, waarmaken. Het lot heeft gewild dat

Dehaene

deze eerste parlementaire zittijd die volgt op de staatshervorming, ook de eerste is van het koningschap van Albert II. De Koning heeft in zijn troonrede duidelijk de uitdagingen omschreven waarvoor ons land staat.

Ook Europa staat voor een scharnierperiode. In de komende maanden kan door de inwerkingtreding van het Verdrag van Maastricht een beslissende stap gezet worden naar de Europese Unie. Ook daar is de uitdaging deze in de praktijk waar te maken. Het Belgisch voorzitterschap moet hierin een essentiële rol spelen.

Wij staan dus voor een parlementair jaar vol uitdagingen, maar ook vol nieuwe kansen.

Mijnheer de voorzitter, waarde collega's, de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft geoordeeld dat de hervorming van het tweekamerstelsel gepaard moet gaan met een herwaardering van het parlementair werk. De start van de parlementaire werkzaamheden werd vervroegd. Tevens werd beslist deze te beginnen met een debat over een algemene beleidsverklaring van de regering. Sommigen hebben dit vergeleken met de „State of the Union" in andere democratische landen.

De regering heeft positief ingespeeld op deze vernieuwing. Ze zal echter pas haar volle slagkracht krijgen in de volgende legislatuur, na de concrete hervorming van het tweekamerstelsel.

Dit neemt niet weg dat deze hervorming de regering nu reeds de kans biedt een tussentijdse balans voor te leggen. Samen met het Parlement kan de regering de prioriteiten van het komende jaar vastleggen.

De verklaring over de krachtlijnen van het beleid wordt aangevuld met een meer gedetailleerde bijlage, die u zo dadelijk zal worden overhandigd.

Mijnheer de voorzitter, waarde collega's, zeven weken geleden stond ik op deze plaats om u het overlijden van Koning Boudewijn mee te delen. Het land bleef verweesd achter. In de daaropvolgende dagen werden wij diep getroffen door de grote waardering die de overleden Koning in binnen- en buitenland genoot.

Wij zijn getuige geweest van de diepe genegenheid van de Belgen voor hun Koning en voor de diepmenselijke waarden die Hij belichaamde. Dit gevoel was zo sterk en zo opmerkelijk dat het ons niet onverschillig kan laten.

Het is dan ook de vaste wil van de federale regering om in een geest van federale loyauteit en samenwerking de Belgische federale staatsstructuur vorm te geven.

De goedgekeurde staatshervorming versterkt enerzijds de autonomie van de Gemeenschappen en Gewesten, en anderzijds ook de federale instellingen. Een federale Staat veronderstelt immers een evenwicht tussen het federale niveau, dat de eenheid van het land belichaamt, en het gemeenschaps- en gewestniveau, dat aan de verscheidenheid uitdrukking geeft. Een stabiel evenwicht tussen beide vergt dat er tegenover sterke gemeenschaps- en gewestinstellingen ook sterke federale instellingen staan. Door de rechtstreekse verkiezing van de raden zal de autonomie van de gemeenschaps- en gewestinstellingen haar volle waarde krijgen. De hervorming van het tweekamerstelsel en het invoeren van een legislatuurparlement en -regering verhogen anderzijds de stabiliteit van de federale structuren.

Ook de traditionele relaties tussen Kamer en Senaat en tussen Parlement en regering worden diepgaand gewijzigd. Deze fundamentele hervormingen zullen na de volgende verkiezingen effectief in werking treden. Tot dan hebben we nog de gelegenheid ze grondig voor te bereiden. De regering stelt dan ook met tevredenheid vast dat Kamer en Senaat het plan hebben opgevat om, in onderlinge afspraak en door middel van wijzigingen aan hun reglementen, reeds een begin te maken met deze hervormingen.

De leesbaarheid en de doorzichtigheid van de Grondwet hebben zwaar geleden onder de opeenvolgende herzieningen. Er is nood aan coördinatie en herschikking om de Grondwet opnieuw begrijpelijk te maken. Op vraag van de Kamer heeft de regering acht grondwetspecialisten geraadpleegd en hun unaniem advies als regeringsvoorstel van nieuwe Grondwet bij het Parlement ingediend.

Samen met het Parlement wil de regering hier snel werk van maken.

De doorgevoerde hervorming is zo omvangrijk en zo ingrijpend dat de regering het absoluut noodzakelijk acht de inhoud en de draagwijdte van onze federale Staatsstructuur voor de bevolking klaar en duidelijk toe te lichten. Daarom start de regering binnenkort een grootscheepse informatiecampagne.

Monsieur le président, chers collègues, l'Europe se trouve, elle aussi, à un tournant de son histoire. Alors que la date du 1er janvier 1993 devait marquer l'un des moments forts de la construction européenne, grâce à la réalisation du marché unique et à la mise en œuvre du Traité sur l'Union, l'Europe est aujourd'hui en crise. Or, ce n'est qu'en conjuguant leurs efforts que les Douze pourront surmonter les obstacles auxquels ils sont tous confrontés. C'est pourquoi le premier travail de la présidence belge consiste à relancer l'Europe. Ce qu'il faut en effet, ce n'est pas moins d'Europe, mais davantage d'Europe.

Seule une mise en œuvre rapide du Traité de Maastricht permettra de poursuivre la construction européenne et de restaurer un climat de confiance au sein de la Communauté. Le rétablissement de cette confiance mérite bien un Conseil européen extraordinaire.

Maastricht doit nous permettre de formuler une réponse européenne aux grands problèmes de société, des problèmes qui touchent directement les hommes, tant sur le plan matériel qu'émotionnel. Les crises dans l'ancienne Yougoslavie ont accentué la nécessité d'une politique extérieure

et de sécurité commune. De telles crises nécessitent en effet une approche et une action communes. Cela s'applique également au soutien que l'Union européenne doit apporter en vue de l'exécution de l'accord historique qui est intervenu entre Israël et l'OLP.

De plus, les problèmes de la criminalité transfrontalière rendent une coopération étroite dans le domaine de la Justice et des Affaires intérieures plus que jamais indispensable. Dans tous ces domaines, la mise en œuvre du Traité de Maastricht nous permettra de remplacer la coopération intergouvernementale par un processus décisionnel au caractère communautaire plus accentué.

Le chômage qui frappe durement l'ensemble de la Communauté européenne renforce la nécessité d'une coopération sociale et le gouvernement entend bien réserver à l'application de cette partie du Traité de Maastricht une attention toute particulière. Ce chômage, la récession économique et la perte de compétitivité de nos industries constituent les problèmes les plus aigus pour l'Europe. Les remèdes classiques de relance ne permettront pas, à eux seuls, de surmonter cette crise. Ces remèdes sont importants, certes : c'est pourquoi l'initiative de croissance européenne doit faire l'objet d'un suivi minutieux et devra, le cas échéant, être renforcée. Mais l'Europe se trouve aussi confrontée à un certain nombre de handicaps structurels, attribuant un caractère permanent à la problématique du chômage. C'est pourquoi la Communauté doit mettre en œuvre un certain nombre de réformes structurelles, visant en premier lieu à renforcer l'intensité de la croissance en matière d'emploi et à sauvegarder notre compétitivité. Afin de jeter les bases d'une stratégie à moyen terme pour la croissance économique, la compétitivité et l'emploi, le Sommet de Copenhague a chargé la Commission européenne de préparer un Livre blanc.

Celui-ci sera le premier point à l'ordre du jour du Sommet européen de décembre. Le gouvernement vient de transmettre à la Commission sa contribution au Livre blanc.

L'importance des lignes directrices qui devront se dégager du Livre blanc ne peut nous échapper. Il s'agit en effet d'amorcer une réflexion profonde en vue d'une dynamique nouvelle de la croissance et de l'emploi, dans une Communauté comptant plus de 20 millions de chômeurs. Il s'agit aussi d'élaborer un nouveau modèle de société qui, tout en donnant un nouvel élan à la Communauté, permet de sauvegarder la dimension sociale, caractéristique fondamentale de l'Europe. De plus, la concrétisation d'un nouveau modèle de développement est indissociable de l'avenir même de la Communauté européenne car cette dernière n'a aucune chance de survie si elle sombre dans un dysfonctionnement économique et social permanent.

Personne ne peut nier que les turbulences monétaires des derniers mois ont fragilisé les projets d'intégration européenne. Dans ce cadre, il est d'importance capitale que l'Europe puisse rétablir la crédibilité du processus d'unification en créant, au cours de la deuxième phase de l'Union économique et monétaire, les conditions nécessaires à une stabilité des changes. A cette fin, il faut non seulement veiller à ce que la deuxième phase de l'Union économique et monétaire puisse démarrer le 1er janvier prochain. Il convient en outre — et ce sera une des premières tâches de l'Institut monétaire européen — de renforcer le mécanisme de change du SME et d'améliorer la coordination en matière de politique monétaire et économique. Les difficultés que l'Europe a connues récemment démontrent l'impérieuse nécessité d'assurer le processus de convergence économique prévu par le Traité de Maastricht.

Une politique de monnaie stable demeure la meilleure option pour notre pays, en ce sens qu'elle permet de s'inscrire dans cette opération de convergence.

Cette politique reste celle du Gouvernement et de la Banque nationale. C'est en effet la seule approche qui s'inscrit entièrement dans la perspective de l'Union monétaire européenne. De plus, il s'agit d'un choix rationnel pour la Belgique, compte tenu de la nature ouverte de notre économie. Toute insécurité en matière de change compromet en effet le planning de nos entreprises tout en les exposant au risque d'une inflation importée. La politique monétaire actuelle est par ailleurs la seule qui permet d'éviter que les taux d'intérêt se situent de manière permanente à un niveau élevé par rapport à l'étranger.

De ce fait, il s'agit aussi de la meilleure politique pour notre budget.

La politique de stabilité monétaire répond également aux données fondamentales de notre économie. Notre taux d'inflation reste faible. Les opérations courantes avec l'étranger présentent un excédent stable qui se démarque du déficit de la Communauté européenne. Si notre déficit public est encore trop élevé, il se rapprochera toutefois cette année de la moyenne européenne, et le surplus primaire est un des plus élevés au monde. Des institutions internationales reconnaissent par ailleurs que nous faisons actuellement un effort considérable d'assainissement structurel.

Pour assurer la permanence de cette politique de stabilité monétaire, la Belgique doit poursuivre l'assainissement de ses finances publiques et sauvegarder la compétitivité de ses entreprises avec celle de ses partenaires européens.

Le Gouvernement a cependant conscience de ce que ses efforts n'aboutiront pleinement que s'ils s'inscrivent dans un effort global de la Communauté européenne tout entière, qui doit pleinement jouer son rôle pour assurer les fondements du modèle européen dans un monde en mutation.

De begroting 1994, die de regering u binnenkort zal voorleggen en waarvan zij de krachtlijnen reeds heeft toegelicht in de Commissie voor de Financiën van de Kamer, staat uit-

Dehaene

drukkelijk in het teken van deze doelstelling.

Bij de opstelling van de begroting diende nogmaals rekening te worden gehouden met een nieuwe drastische verslechtering van de internationale economische vooruitzichten. Zo voorzag de Europese Commissie een jaar geleden nog een groei van 2,5 procent voor 1993 in de Gemeenschap ; vandaag houdt zij het bij een negatieve groei van 0,5 procent. Maar ondanks die ongunstige economische context kon de begroting in de doelstellingen van het convergentieplan worden ingepast. Dit was in de eerste plaats mogelijk omdat de belangrijke beslissingen van de begrotingscontrole van april jongstleden inmiddels allemaal werden uitgevoerd. Het is inderdaad reeds bij de begrotingscontrole dat de belangrijkste opties voor 1994 werden genomen. Op dat ogenblik werd beslist om in de begroting en de sociale zekerheid structurele maatregelen te nemen voor een totaal bedrag van 113 miljard frank, zodat het geheel van de maatregelen genomen door de huidige regering ruim 300 miljard frank bedraagt.

Er werden dus reeds grote inspanningen geleverd. Niet alleen om België voor te bereiden op de Europese Monetaire Unie, waarvan wij absoluut deel moeten uitmaken. Maar ook om in de toekomst meer ruimte te kunnen vrijmaken voor reële maatschappelijke behoeften, en om de sociale zekerheid gezond te houden.

Saneren is daarom ook bij uitstek een sociale opdracht.

De procedures voor de opstelling van de federale begroting werden zo aangepast dat zij perfect afgestemd zijn op de meerjarenplanning.

Deze steunt concreet onder meer op :

— de bevriezing van een aantal belangrijke uitgaven zoals het budget van Landsverdediging en de overdrachten aan de overheidsbedrijven ;

— de speciale audit van een groot aantal uitgavenposten ;

— de radioscopie van het Openbaar Ambt, die een betere planning van personeelsaantallen en -kredieten mogelijk maakt.

Het programma voor de verkoop van activa wordt eveneens systematisch uitgevoerd. Een eerste belangrijk resultaat kon al worden geboekt. Dank zij deze operatie, die een voorziene opbrengst heeft van 35 miljard, zal de ASLK een volwaardige plaats kunnen verwerven in de concurrentiële context van de Europese eenheidsmarkt. De zorg voor het behoud van economisch slagkrachtige entiteiten en een doelmatige dienstverlening aan de consument zullen de regering blijven leiden bij de afwikkeling van de andere dossiers die op dit ogenblik door de commissie voor evaluatie van de activa worden onderzocht.

Met al deze elementen blijft de federale begroting duidelijk binnen de krijtlijnen van het Europees convergentieplan. Natuurlijk is de begrotingsdiscipline een werk van elke dag. Derhalve zal de regering de uitvoering van de begroting van dag tot dag opvolgen, onder meer om de gevolgen te beoordelen van nieuwe veranderingen in de economische en de financiële context. Desgevallend zal zij, zoals in het verleden, tijdig bijsturen.

Behalve een federale begroting die onder controle blijft, vereist het convergentieplan ook dat de sociale zekerheid financieel in evenwicht zou zijn. Dit evenwicht is er vandaag niet. De ontwikkeling van de sociale zekerheid is echter zo verweven met de brede problematiek van de arbeidsmarkt dat traditionele remedies niet langer soelaas bieden. Er is een nieuwe aanpak nodig, indien wij onze problemen ten gronde willen oplossen. Door deze nieuwe aanpak moet ons land zich kunnen inschakelen in een Europese beweging die een nieuw type van samenleving ontwerpt. Daarbij moeten wij inspelen op diverse trends. Ik noem er enkele : het toenemende belang van de dienstensector en van de kleine en middelgrote ondernemingen bij de creatie van werkgelegenheid, de behoefte aan nieuwe en betere dienstverlening en een beter samengaan van arbeidstijd en vrije tijd.

Face à ce contexte social nouveau, le gouvernement a lancé fin juillet un appel en faveur d'un large pacte relatif à la problématique globale de l'emploi, à la compétitivité et à la sécurité sociale. Redonner du souffle à notre économie de marché, confirmer sa dimension sociale et renforcer le respect de l'environnement constituent les défis à relever. La mission essentielle sera d'apporter une réponse à la crise de l'emploi dans une optique de solidarité. Les principaux objectifs de ce pacte doivent dès lors être de :

— sauvegarder la compétitivité des entreprises belges ;

— réduire le coût du travail afin de stimuler la mise au travail ;

— offrir des possibilités d'emploi à davantage de personnes, notamment grâce à des formules souples de redistribution du travail et à une plus grande flexibilité et efficacité du marché du travail ;

— adapter la sécurité sociale aux évolutions démographiques et au développement d'un type de société postindustrielle, tout en veillant à assurer une sauvegarde permanente de son équilibre financier et en maintenant les principes fondamentaux de solidarité sur lesquels elle est basée.

Le maintien de l'emploi suppose en premier lieu la sauvegarde de la compétitivité des entreprises belges. Après concertation avec les interlocuteurs sociaux, le gouvernement a déjà décidé, il y a quelques mois, de diminuer les cotisations patronales dans les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale. Le Conseil Central de l'Economie procédera prochainement à une nouvelle évaluation de notre position concurrentielle. Le gouvernement appliquera à cet égard la loi de sauvegarde de la compétitivité, dont certains aspects devront sans doute être améliorés.

Il faudra également veiller, dans l'économie belge, à établir un équilibre meilleur entre le coût du travail

Dehaene

et celui d'autres moyens de production. Dans notre pays, les retenues sur le coût salarial atteignent aujourd'hui un niveau tel que certains types d'emplois sont devenus trop onéreux. De ce fait, certains besoins sociaux pourtant réels, facteurs importants de la qualité d'une société, ne sont plus suffisamment rencontrés. Le coût élevé du travail a souvent eu pour corollaire le remplacement du travail par le capital. Il faut donc limiter le coût du travail ce qui pose immédiatement la question d'un financement alternatif de la sécurité sociale.

La réduction du coût du travail doit également s'inscrire dans une politique surmontant au mieux les obstacles à l'emploi. De nombreux efforts ont déjà été consentis en ce sens. Le plan d'accompagnement qui s'est concrétisé grâce à une coopération efficace entre l'autorité fédérale, les Régions et les Communautés a pour objectif d'éviter que des chômeurs ne s'installent dans un chômage de longue durée. Le gouvernement invite les entreprises à réserver un accueil favorable au plan d'embauche de jeunes permettant d'engager de jeunes chômeurs en bénéficiant d'importantes réductions du coût salarial. Des initiatives nouvelles éventuelles seront prises en concertation avec les Régions et les Communautés.

Il faut pouvoir faire montre d'une grande inventivité. D'une part, pour distribuer le volume de travail disponible entre davantage de personnes par le biais de formules d'adaptation du temps de travail et de carrière, génératrices d'emplois. D'autre part, pour assurer une plus grande flexibilité du fonctionnement du marché de l'emploi par le biais de formules nouvelles d'organisation du travail et d'efforts en faveur de la formation et du recyclage.

Il convient en outre de garantir de manière durable l'équilibre financier de la sécurité sociale. Ce défi est d'autant plus important que la crise économique a engendré une importante perte d'emplois et un ralentissement dans la croissance des recettes de la sécurité sociale. Une maîtrise permanente des dépenses s'impose, notamment afin de pouvoir anticiper sur les évolutions démographiques futures.

Tous ces éléments requièrent une adaptation en profondeur de notre régime de sécurité sociale, par une meilleure prise en compte de l'aspect travail dans le financement de ce régime tout en assurant sa viabilité financière. Ces deux objectifs devraient se réaliser dans le cadre d'une réforme adaptant dans un même temps la sécurité sociale au projet de société qui sera le nôtre à l'aube du 21ème siècle. Le principal défi auquel il convient d'apporter une réponse est d'élaborer une sécurité sociale moderne, de haut niveau qualitatif, efficace et financièrement saine, avec maintien des principes d'assurance et de solidarité ; une sécurité sociale qui sera en outre en mesure de répondre aux besoins de la société future compte tenu de l'évolution démographique de cette dernière et d'une harmonisation européenne croissante.

Seule une association optimale des différents objectifs assurera la réussite de l'opération. Si cette dernière a pour but d'améliorer la compétitivité et l'emploi, elle doit également nous aider à poursuivre dans la voie de l'assainissement des finances publiques. Il convient dès lors d'aborder tous les éléments du pacte.

Nous ne réussirons que si chaque composante de notre société se rallie à ces objectifs. La crainte du changement est mauvaise conseillère à cet égard.

Chacun doit apporter sa pierre à l'édifice, dans l'intérêt même du tissu économique et social de notre société. Si nous voulons assurer les possibilités de croissance de demain, nous devrons aujourd'hui avoir le courage de faire des sacrifices.

Les efforts devront cependant être répartis de manière équilibrée afin de maintenir la cohésion de notre société.

Je suis persuadé qu'en répondant à ce défi, nous pouvons lancer une dynamique nouvelle. Ce point fait aujourd'hui l'objet d'une large réflexion en Europe ; le Livre blanc de la Commission européenne contribuera par ailleurs à cet exercice de réflexion. La Belgique ne peut rester à la traîne.

Le parlement jouera également un rôle essentiel dans la réalisation de ce pacte. Le gouvernement vous soumettra un projet de loi-cadre visant à réaliser les objectifs du pacte.

Si, en dépit de tous ces efforts, la conclusion d'un pacte social s'avérait impossible, le gouvernement devrait prendre ses responsabilités et les initiatives nécessaires.

Mijnheer de voorzitter, geachte collega's, naast de hervorming van de Staat en de sanering van de overheidsfinanciën heeft de regering er zich bij haar aantreden toe verbonden om een antwoord te bieden op een aantal grote maatschappelijke uitdagingen : de veiligheid van de burger, een betere rechtsbedeling, een beheersing van de immigratie en van de vluchtelingenproblematiek, het terugdringen van onverdraagzaamheid, een beleid van gelijke kansen en integratie, een verder doorgedreven milieubeleid, een solidaire samenleving en een bestuurlijke vernieuwing.

Voor elk van die uitdagingen werden beleidsnota's opgesteld die de krachtlijnen bepalen van het beoogde beleid. Die beleidsnota's werden door de regering tijdens de eerste helft van 1992 goedgekeurd.

De beleidsnota's omvatten niet enkel een concreet actieprogramma, zij vullen elkaar ook perfect aan en vormen samen een globale beleidsvisie die inspeelt op een aantal onderling verbonden sociale problemen. De regering heeft dus resoluut geopteerd voor een geïntegreerde aanpak van de verschillende problemen. Het zou immers zinloos zijn de problematiek van de onveiligheid aan te pakken — om maar een voorbeeld te noemen — zonder daarbij rekening te houden met het probleem van de kansarmoede.

Dehaene

In dat verband heeft de regering niet enkel haar inspanningen tot horizontale integratie voortgezet. Zij heeft daarenboven een verticale aanpak uitgewerkt, waarbij de verschillende beleidsniveaus worden betrokken en het nodige overleg wordt georganiseerd.

Ten slotte werden, in het licht van de budgettaire situatie, de verschillende beleidsnota's opgebouwd rondom duidelijke doelstellingen, die binnen redelijke termijnen haalbaar zijn.

De stand van uitvoering van de verschillende beleidsdomeinen, die bij deze verklaring werd gevoegd, toont aan dat reeds een hele weg is afgelegd, zowel op administratief als op wetgevend vlak.

Het is het bewijs dat het de regering ernst is met haar belofte om een politiek antwoord te geven op de nieuwe maatschappelijke noden en uitdagingen.

Het zou van weinig realisme getuigen om nu, na anderhalf jaar, reeds spectaculaire resultaten te verwachten. Vele maatregelen vergen immers een wijziging zowel van mentaliteit als van aanpak. Ik ben er vast van overtuigd dat als de regering, het Parlement en de administratie op de ingeslagen weg verder gaan en de burgers hieraan een positieve medewerking verlenen, de balans op het einde van de legislatuur positief zal uitvallen.

Anderhalf jaar geleden ging de regering van start met een beknopt maar ambitieus programma : de federale staatsstructuur afronden, ons land klaarmaken voor de Europese Unie en een nieuw contract met de burger aangaan.

Er werd inmiddels heel wat verwezenlijkt, met name België kreeg een volwaardige federale staatsstructuur, de staatsbegroting werd ingebed in een meerjarenplan, het contract met de burger is in uitvoering en de eerste ronde van de Tewerkstellingsconferentie besloot met een akkoord.

Het werk is echter niet af. Meer nog, de Europese economische crisis plaatst ons land voor nieuwe uitdagingen. De plaats en de rol van Europa in de wereld komt in het gedrang. De Europese welvaartstaat davert op zijn grondvesten. Zowel op Europees als op Belgisch vlak moeten wij de moed hebben de nodige hervormingen door te voeren opdat de bevolking niet met angst maar met hoop naar de 21ste eeuw kan uitkijken.

Met Koning Albert II nodigt de regering u dan ook uit om ambitie te hebben voor ons land en voor Europa.

De **voorzitter** : De vergadering is gesloten.
La séance est levée.

— De vergadering wordt gesloten om 15.06 uur. Volgende plenaire vergadering woensdag, 22 september 1993, om 13.30 uur.
— La séance est levée à 15.06 heures. Prochaine séance plénière le mercredi 22 septembre 1993, à 13.30 heures.

ANNEXES

SEANCE PLENIERE
MARDI 21 SEPTEMBRE 1993

ANNEXE 1

Interpellations

Demandes

— M. Draps au ministre des Affaires sociales sur „l'interruption d'assurabilité de certains travailleurs indépendants et les autres problèmes posés par la mise en place de la transmission sur support informatique des anciens bons de cotisation des travailleurs indépendants, entre leurs caisses d'assurance sociale et les mutuelles via la banque carrefour de la sécurité sociale".
(n° 622 — renvoi à la commission des Affaires sociales)

— M. Louis Michel au Premier ministre sur „les perspectives sombres annoncées par le Bureau du Plan".

(n° 623 — renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique et des Institutions scientifiques et culturelles nationales)

— M. Van den Eynde au ministre de la Défense nationale sur „l'action et la présence des troupes belges en Somalie".
(n° 624 — renvoi à la commission de la Défense nationale)

— M. Daems au vice-premier ministre et ministre du Budget sur „la situation budgétaire, économique et financière de notre pays".
(n° 625 — renvoi à la commission du Budget)

— M. Van Dienderen au ministre de la Défense nationale sur „l'action des Nations Unies en Somalie en général et la participation belge en particulier".
(n° 626 — renvoi à la commission de la Défense nationale)

— M. Annemans au ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement sur „le rapport de la commission de contrôle en matière d'interruption de grossesse".
(n° 627 — renvoi à la commission de la Santé publique et de l'Environnement)

BIJLAGEN

PLENAIRE VERGADERING
DINSDAG 21 SEPTEMBER 1993

BIJLAGE 1

Interpellaties

Verzoeken

— de heer Draps tot de minister van Sociale Zaken over „de onderbreking in de verzekering van bepaalde zelfstandigen en de andere problemen die rijzen doordat de vroegere bijdragebons van de zelfstandigen op informatiedrager worden overgedragen van hun sociale verzekeringskassen naar de ziekenfondsen door bemiddeling van de Kruispuntbank voor de sociale zekerheid"
(nr 622 — verzonden naar de commissie voor de Sociale Zaken)

— de heer Louis Michel tot de Eerste minister over „de door het Planbureau aangekondigde sombere vooruitzichten"
(nr 623 — verzonden naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid en de Nationale wetenschappelijke en culturele instellingen)

— de heer Van den Eynde tot de minister van Landsverdediging over „het optreden en de aanwezigheid van de Belgische troepen in Somalië"
(nr 624 — verzonden naar de commissie voor de Landsverdediging)

— de heer Daems tot de vice-eerste minister en minister van Begroting over „de budgettaire en financieel-economische toestand van ons land"
(nr 625 — verzonden naar de commissie voor de Begroting)

— de heer Van Dienderen tot de minister van Landsverdediging over „de Verenigde Naties-actie in Somalië in het algemeen en de Belgische bijdrage in het bijzonder"
(nr 626 — verzonden naar de commissie voor de Landsverdediging)

— de heer Annemans tot de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu over „het verslag van de controlecommissie inzake zwangerschapsafbreking"
(nr 627 — verzonden naar de commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu)

— M. Van Mechelen au ministre de la Défense nationale sur „les agissements incontrôlés des militaires belges en Somalie".
(n° 628 — renvoi à la commission de la Défense nationale)

— M. Van Dienderen au ministre des Finances sur „la politique de réinstallation de la Banque mondiale et l'attitude de la Belgique à cet égard".
(n° 629 — renvoi à la commission des Finances)

— de heer Van Mechelen tot de minister van Landsverdediging over „het ongeregeld optreden van de Belgische militairen in Somalië"
(nr 628 — verzonden naar de commissie voor de Landsverdediging)

— de heer Van Dienderen tot de minister van Financiën over „de hervestigingspolitiek van de Wereldbank en de Belgische houding hiertegenover"
(nr 629 — verzonden naar de commissie voor de Financiën)

ANNEXE 2

Propositions

Autorisation d'impression (Rgt. art. 64-2)

1. Proposition de loi (M. Breyne) complétant le Code pénal afin de réprimer les appels abusifs à la générosité de la population, n° 1141/1.

2. Proposition de loi (M. Dielens) modifiant l'article 1412 du Code judiciaire en vue d'empêcher la saisie ou la cession du minimum de moyens d'existence et du revenu garanti aux personnes âgées, n° 1142/1.

3. Proposition de loi (M. Swennen) instituant l'union civile, n° 1143/1.

4. Proposition de loi (MM. Van Dienderen et De Vlieghere) interdisant l'organisation de compétitions automobiles sur des circuits situés entièrement sur la voie publique, n° 1151/1.

5. Proposition de loi (M. Marsoul) de modification de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique, n° 1152/1.

6. Proposition de loi (M. Barbé) relative à l'accès à l'information en matière d'environnement, n° 1153/1.

7. Proposition de loi (Mme Corbisier-Hagon et MM. Ph. Charlier et Hollogne) visant à modifier l'article 24 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, n° 1160/1.

8. Proposition de loi (Mme Corbisier-Hagon) réprimant certaines fraudes relatives au kilométrage des véhicules, n° 1161/1.

BIJLAGE 2

Voorstellen

Toelating tot drukken (Rgt. art. 64-2)

1. Wetsvoorstel (de heer Breyne) tot aanvulling van het Strafwetboek om misbruik van de vrijgevigheid van de bevolking strafbaar te stellen, nr 1141/1.

2. Wetsvoorstel (de heer Dielens) tot wijziging van artikel 1412 van het Gerechtelijk Wetboek om beslag op of overdracht van het bestaansminimum en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden onmogelijk te maken, nr 1142/1.

3. Wetsvoorstel (de heer Swennen) tot instelling van een instapregeling voor samenwonenden, nr 1143/1.

4. Wetsvoorstel (de heren Van Dienderen en De Vlieghere) om autowedstrijden te verbieden op circuits die volledig op de openbare weg zijn gelegen, nr 1151/1.

5. Wetsvoorstel (de heer Marsoul) tot wijziging van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand, nr 1152/1.

6. Wetsvoorstel (de heer Barbé) inzake de toegang tot milieuinformatie, nr 1153/1.

7. Wetsvoorstel (mevrouw Corbisier-Hagon en de heren Ph. Charlier en Hollogne) tot wijziging van artikel 24 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, nr 1160/1.

8. Wetsvoorstel (mevrouw Corbisier-Hagon) tot beteugeling van bepaalde vormen van bedrog met de kilometerstand van voertuigen, nr 1161/1.

9. Proposition de résolution (M. Lebrun) relative à l'approbation de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale approuvée le 29 mai 1993 par la Conférence de La Haye de droit international privé, n° 1163/1.

10. Proposition de loi (M. Van Rossem) modifiant l'article 301 du Code civil, n° 1165/1.

11. Proposition de loi (M. Van Rossem) modifiant l'article 88bis du Code d'instruction criminelle, n° 1166/1.

12. Proposition de loi (M. Van Rossem) modifiant l'article 229 du Code civil, n° 1167/1.

13. Proposition de loi (M. Van Rossem) modifiant les articles 47 et 1016bis du Code judiciaire, n° 1168/1.

14. Proposition de loi (M. Jan Peeters) accordant les mêmes droits aux miliciens mariés et cohabitants en matière d'indemnité de milice, n° 1169/1.

15. Proposition de loi (M. Van Looy et Mme Merckx-Van Goey) relative à la concession de terrains par les pouvoirs publics, n° 1170/1.

9. Voorstel van resolutie (de heer Lebrun) betreffende de goedkeuring van het op 29 mei 1993 door de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht goedgekeurde Verdrag tot bescherming van kinderen en tot samenwerking inzake internationale adoptie, nr 1163/1.

10. Wetsvoorstel (de heer Van Rossem) tot wijziging van artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek, nr 1165/1.

11. Wetsvoorstel (de heer Van Rossem) tot wijziging van artikel 88bis van het Wetboek van Strafvordering, nr 1166/1.

12. Wetsvoorstel (de heer Van Rossem) tot wijziging van artikel 229 van het Burgerlijk Wetboek, nr 1167/1.

13. Wetsvoorstel (de heer Van Rossem) tot wijziging van de artikelen 47 en 1016bis van het Gerechtelijk Wetboek, nr 1168/1.

14. Wetsvoorstel (de heer Jan Peeters) tot invoering van gelijke rechten op militievergoeding voor gehuwde en samenwonende miliciens, nr 1169/1.

15. Wetsvoorstel (de heer Van Looy en mevrouw Merckx-Van Goey) betreffende het in concessie geven van gronden door openbare besturen, nr 1170/1.